

DROIT COMMERCIAL**Séance 5 : Les obligations des commerçants**

I. L'obligation d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS)	3
A) Les inscriptions au RCS	3
1) <i>L'immatriculation initiale</i>	4
a) Les personnes tenues à immatriculation	4
b) Les modalités de l'immatriculation	4
2) <i>Les inscriptions modificatives ou complémentaires</i>	5
3) <i>La radiation</i>	6
a) La radiation des personnes physiques	6
b) Radiation des personnes morales	6
B) Les effets des inscriptions au RCS	7
1) <i>La diffusion de l'information</i>	7
2) <i>Les effets juridiques</i>	7
a) Personnes physiques	7
b) Personnes morales	8
II. Les obligations comptables	8
A) Les documents comptables obligatoires	8
1) <i>Le contenu des documents comptables</i>	8
2) <i>La forme des documents comptables</i>	9
B) La valeur probante des documents comptables	10
1) <i>La valeur des pièces produites en justice</i>	10
2) <i>La production forcée des pièces</i>	10
C) Les sanctions	11

1) <i>Les sanctions civiles</i>	11
2) <i>Sanctions pénales</i>	11

Les commerçants sont principalement tenus de respecter deux obligations :

- L'obligation d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (I),
- L'obligation de tenir une comptabilité (II).

I. L'obligation d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS)



Définition : Il s'agit du répertoire officiel des personnes physiques et morales, exerçant le commerce, permettant de réunir et de diffuser certaines informations sur ces personnes et sur leur entreprise.

Les dispositions relatives au RCS se retrouvent aux **articles L. 123-1 et suivants et R.123-31 et suivants du C. Com.**

Il existe :

- Un **registre local** tenu par le greffier de chaque tribunal de commerce. Les informations contenues sont énumérées par l'**art. R. 123-82 C. Com.** :
 - o Liste alphabétique des personnes immatriculées,
 - o Dossiers individuels de demandes d'immatriculation,
 - o Dossiers annexes avec les pièces obligatoires (état civil, statuts, etc.).
- Un **registre national** tenu par l'INPI (Institution nationale de la propriété intellectuelle) qui centralise un exemplaire des documents déposés dans les registres locaux.

A) Les inscriptions au RCS



À retenir : Les différentes inscriptions au RCS ont un caractère obligatoire pour le commerçant.



Attention : À défaut d'immatriculation, le juge chargé de surveiller le RCS peut enjoindre au commerçant de procéder à la formalité requise (**L. 123-3 C. Com.**).

1) L'immatriculation initiale

a) Les personnes tenues à immatriculation

Selon l'**art. L. 123-1 C. Com.**, sont tenues de s'inscrire au RCS :

- Les personnes physiques ayant la qualité de **commerçant**,
- Les **sociétés** ou Groupements d'intérêt économique (GIE) ayant leur siège en France et jouissant de la personnalité morale,
- Les sociétés commerciales étrangères ayant un établissement en France,
- Les EPIC, etc.



Attention : Les associations ne peuvent pas s'immatriculer au RCS.

b) Les modalités de l'immatriculation

→ Délai :

- Commerçant **personne physique**, l'immatriculation doit intervenir dans les **15 jours** suivant le début de son activité commerciale (**R. 123-32 C. Com.**).
- Aucun délai n'est prévu pour les **personnes morales**, mais l'immatriculation leur confère la personnalité juridique, donc elles ont tout intérêt à le faire rapidement (**1842 C. Civ.**).

→ Lieu :

- Initialement, les informations étaient directement déposées au greffe,

- Actuellement, l'immatriculation se fait auprès **des CFE** (centres de formalité des entreprises), qui transmettent ensuite les informations aux greffes (**R. 123-1 C. Com.**).

→ **Informations à communiquer par le commerçant :**

- Informations relatives à sa personne (**R.123-37 C. Com.** : nom, date et lieu de naissance, nationalité, statut marital etc.) ;
- Informations relatives à son activité et à son établissement (**R.123-38 C. Com.** : adresse de l'entreprise, date de début d'activité, etc.).

→ **Le rôle du greffier :**

- Le greffier délivre d'un « **récépissé de dépôt de dossier de création d'entreprise** » (**L.123-9-1 C. Com.**).
- Le greffier vérifie ensuite la régularité de la demande et la conformité des pièces produites.
- Dans un délai d'**un jour ouvrable**, le greffier procède à l'immatriculation ou notifie un refus motivé. Ce délai peut être porté à 5 jours en cas de complexité. À défaut de réponse dans ce délai, le commerçant doit saisir le juge chargé de la surveillance du RCS (**R.123-97 C. Com.**).

2) Les inscriptions modificatives ou complémentaires

→ Tout événement rendant nécessaire une rectification des informations communiquées lors de la demande initiale doit faire l'objet d'une **inscription modificative** (**R. 123-45 C. Com.**).

→ En cas de création d'un **établissement secondaire** :

- Situé dans le même ressort, le commerçant doit réaliser une **inscription complémentaire** (**R.123-43 C. Com.**).
- Situé dans un autre ressort, le commerçant doit réaliser une **immatriculation secondaire** (**R.123-41 C. Com.**).

3) La radiation

a) La radiation des personnes physiques

La radiation peut intervenir :

- À la demande du commerçant lui-même (**R.123-51 C. Com.**) dans un délai d'un mois avant ou après la cessation d'activité.
- À la demande d'un héritier (**R.123-46, 6° et 7 C. Com.**)
 - o Demande immédiate de radiation,
 - o Sauf volonté de poursuivre l'exploitation (maintien provisoire de l'immatriculation dans un délai maximal d'un an, renouvelable une fois).
- D'office par le greffier : **R.123-128 et R.123-129 C. Com.** :
 - o Commerçant frappé d'une interdiction d'exercer le commerce (condamnation pénale, fiscale ou procédure collective).
 - o A l'issue d'un délai d'un an à compter du décès du commerçant,
 - o A l'issue d'un délai d'un an à compter de la cessation totale d'activité.

b) Radiation des personnes morales



À retenir : En principe, la radiation est demandée par le liquidateur après dissolution et liquidation du groupement (**R.123-75 C. Com.**).

La radiation peut être réalisée d'office par le greffier (**R.123-130 et R.123-131 C. Com.**) :

- En cas de cessation d'activité depuis plus de **2 ans**,
- Si la dissolution a été mentionnée au RCS depuis plus de **3 ans** (sauf demande de prorogation formée par le liquidateur)

B) Les effets des inscriptions au RCS

1) La diffusion de l'information

Le RCS est un moyen d'information des tiers.

R.123-152 C. Com. : toute personne peut à ses frais obtenir la délivrance :

- D'une copie intégrale des inscriptions concernant une personne,
- Ou un extrait (ex : K-bis) indiquant l'état de l'immatriculation à la date où il est délivré,
- Ou encore d'un certificat attestant que la personne n'est pas immatriculée.

2) Les effets juridiques

a) Personnes physiques



À retenir : L'immatriculation au RCS crée une présomption simple de la qualité de commerçant (**L.123-7 C. Com.**).

Les tiers peuvent apporter la preuve contraire pour renverser la présomption.



Attention : En l'absence d'immatriculation, celui qui accomplit dans les faits des actes de commerce est « *commerçant de fait* » (**L.123-8 C. Com.**).

b) Personnes morales

L'immatriculation est sans effet sur l'attribution de la qualité de commerçant, qui résulte exclusivement de la forme adoptée (société commerciale) ou de l'activité exercée.



À retenir : L'immatriculation confère la personnalité juridique (**1842 C. Civ.**).

II. Les obligations comptables

Le régime comptable des commerçants est prévu aux articles **L. 123-12 à L. 123-24 du C. Com.**

Selon l'**art. L. 123-12 C. Com.**, tout commerçant personne physique ou morale doit :

- Procéder à l'enregistrement chronologique des mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise,
- Contrôler par un inventaire, au moins une fois par an, l'existence et la valeur des éléments de ce patrimoine,
- Établir des comptes annuels faisant apparaître le résultat de l'activité.

A) Les documents comptables obligatoires

1) Le contenu des documents comptables



À retenir : L'**art. R. 123-173 C. Com.** impose aux commerçants la tenue de deux livres obligatoires :



- Le **livre-journal** : dans ce document, le commerçant enregistre, opération par opération, jour par jour, tous les mouvements affectant le patrimoine de son entreprise.
- Le **grand-livre** : celui-ci regroupe les différents comptes de l'entreprise.

À côté de ces livres obligatoires, d'autres documents sont nécessaires à la tenue de la comptabilité :

- L'**art. R. 123-177 C. Com.** prévoit la tenue d'un **inventaire annuel**. Il s'agit d'un état descriptif de l'ensemble des éléments d'actif et de passif.
- Le **bilan comptable annuel** est un **tableau** présentant les éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise à une date donnée (**L.123-13 C. Com.**).
- Le **compte de résultat** récapitule tous les produits et toutes charges de l'entreprise et fait apparaître le bénéfice ou la perte de l'exercice.



Attention : Le micro-entrepreneur est dispensé de l'obligation de tenir ces documents comptables. Il doit seulement tenir un livre mentionnant chronologiquement le montant et l'origine des recettes perçues au titre de son activité professionnelle (**L.123-28 C. Com.**).

2) La forme des documents comptables



À retenir : Ils sont établis : en euros, en langue française, sans blanc, ni altération (**L.123-22 C. Com.**), sur papier ou sous forme électronique (**R.123-173 al. 3 C. Com.**).

Selon l'**art. L. 123-14 C. Com.**, les comptes annuels doivent être **réguliers, sincères** et donner une image **fidèle** du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

B) La valeur probante des documents comptables

1) La valeur des pièces produites en justice

Les commerçants ont l'obligation de conserver les documents comptables pendant 10 ans (**L.123-22 al.2**).

Pour savoir quelle est la valeur des documents comptables, il y a lieu d'opérer une **distinction** selon la nature de l'acte objet du litige :

- **Acte de commerce entre deux commerçants :**
 - o Les documents comptables peuvent être **invoqués par leur auteur**, à condition que la comptabilité soit régulièrement tenue (**L. 123-23 al.1 et 2 C. Com.**).
 - o Les documents comptables **peuvent être invoqués par le cocontractant** commerçant (**1378 C. Civ.**), ils ont la même force probante qu'un écrit.
- **Acte mixte :**
 - o Les documents comptables **ne peuvent pas être invoqués par le commerçant** contre le non-commerçant.
 - o Les documents comptables **peuvent être invoqués par le cocontractant non commerçant** contre le commerçant (**1378 C. Civ.**), ils ont la même force probante qu'un écrit.

2) La production forcée des pièces

À défaut de production spontanée des documents comptables, les parties au litige peuvent en demander de production forcée :

- On parle de **communication** lorsque la production forcée vise l'**intégralité** des documents comptables. La communication n'est possible que dans les affaires de succession, communauté, partage de société, redressement et liquidation judiciaire (**L.123-23 al. 3 C. Com.**).

- On parle de **représentation** lorsque la production forcée concerne un simple **extrait** utile à la solution du litige (**11 et 142 CPC**).

C) Les sanctions

1) Les sanctions civiles



À retenir : Les documents comptables irréguliers ne peuvent pas être invoqués en justice par le commerçant pour faire preuve en sa faveur (**L.123-23 al.2 C. Com.**).

Les tiers trompés par une présentation exagérément optimiste de la situation de l'entreprise pourraient **demandeur des dommages et intérêts**.

En outre, celui qui a acquis des parts sociales ou un fonds de commerce sur la base de documents comptables falsifiés par le cédant pourrait faire une **action en nullité de la cession pour dol** (**Com. 3 avril 1979 ; 12 octobre 1993**).

2) Sanctions pénales

Deux sanctions pénales sont encourues en cas de méconnaissance des obligations comptables :

- **Infraction de faux et usage de faux :** **441-1 du. C. pénal** (3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende).
- **Banqueroute :** Le fait d'avoir tenu une comptabilité fictive, d'avoir fait disparaître des documents comptables, ou de s'être abstenu de tenir une comptabilité expose le commerçant qui cesse ses paiements à une condamnation pour banqueroute (**L.654-2 4 ° C. Com.**). Il s'agit d'une gestion frauduleuse de l'entreprise commerciale.
Selon l'**art. L. 654-3 C. Com.**, la peine est de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.